SOCIALISME MONDIAL 23

Bulletin occasionnel pour un monde sans classes, sans argent et sans Etats

5 F

Pour libérer les femmes:

FEMINISME OU SOCIALISME?

En devenant adultes, la plupart des adolescentes d'aujourd'hui s'aperçoivent que la société dans laquelle elles vivent a placé sur leur chemin des obstacles divers et souvent insurmontables. Comment se débarrasser du complexe d'infériorité qu'on vous a donné à la naissance, comment ne pas devenir un objet sexuel, comment combiner le travail et la famille, comment ne pas devenir dépendante d'un homme, comment ne pas tomber dans le rôle de servantes des hommes? Toutes ces questions et bien d'autres encore représentent autant de problèmes qu'une femme doit résoudre. Certaines y renoncent et font simplement ce qu'on attend d'elles, en s'aidant souvent de tranquilisants. D'autres se rebellent, disent non au système qui les opprime et s'organisent avec d'autres qui pensent comme elles afin de faire pression sur la société. C'est ainsi que se forment les groupes féministes. Mais le féminisme est-il la seule solution, la meilleure solution aux problèmes des femmes?

Le féminisme se propose aux femmes en tant que refuge où elles peuvent se retrouver, se reconnaître et se soutenir moralement et comme base à partir de laquelle elles peuvent lutter pour changer la société et obtenir leur libération. Ce que les femmes demandent principalement, c'est d'avoir accès au travail au même titre que les hommes, ce qui leur donnera, pensent-elles, leur indépendance financière ainsi que davantage de prestige et de pouvoir dans la société. Pour l'instant malgré leur activité et leur insistance, les féministes n'ont nullement atteint leur but. En effet même s'il y a de plus en plus de femmes qui travaillent pour un salaire, leurs emplois restent dans l'ensemble secondaires et mal payés, et lorsqu'elles envahissent en nombre une profession donnée, comme par exemple l'enseignement, ce ne sont pas elles qui y gagnent en prestige, mais la profession elle-même qui y perd. Pour ce qui est du pouvoir politique, même s'il y a aujourd'hui quelques femmes parmi les députés et même parmi les ministres, elles sont l'exception et non la règle.

Les féministes parlent du droit au travail, du droit à l'égalité, comme si le système de société dans lequel nous vivons, était organisé dans l'intérêt des individus qui le composent et qu'il suffisait d'exprimer bien fort ses besoins pour qu'ils soient satisfaits. Mais il n'en est pas ainsi. Le système social dans lequel nous vivons n'a pour but ni de satisfaire les besoins matériels des habitants de la terre, ni de créer des activités utiles et intéressantes, ni de donner à chacun et à chacune l'occasion de développer pleinement son potentiel humain. Non. Notre système social, celui que la plupart des gens acceptent, pour lequel ils votent à chaque élection, et dans lequel ils veulent travailler, n'a qu'un but, seul et unique: produire des profits. Profits qui reviennent à une petite minorité de la population. Afin que ces profits soient produits, le reste de la population qui n'en verront jamais la couleur, doivent travailler et produire, et doivent, tous autant qu'ils sont, hommes et femmes, jouer leur rôle dans l'énorme machine capitaliste. Pour l'instant la femme a un rôle qui n'est pas net puisqu'on lui demande à la fois d'être prête à travailler si on a beson d'elle, mais aussi d'être prête à produire et élever des enfants si c'est de cela qu'on a besoin. Que les femmes ne se fassent pas d'illusions, tant que la machine capitaliste existera c'est elle qui décidera, selon ses besoins, de ce que le rôle de chacun devra être.

Même si, dans cette perspective, il arrivait que les femmes se mettent à jouer exactement le même rôle que les hommes, auraient-elles pour autant obtenu leur libération? Elles ne dépendraient plus d'un mari pour leur subsistance mais elles dépendraient à la place d'un employeur avec tous les inconvénients que cela comporte: risque de chômage, nécessité d'aller vivre là où on peut trouver du travail, difficulté de vivre avec qui on veut parce qu'on trouve rarement du travail au même endroit, nécessité de se battre continuellement, avec l'aide de son syndicat, pour maintenir son salaire à un niveau acceptable, humiliation de devoir se vendre pour pouvoir vivre. Est-ce cela l'indépendance, la liberté? Quant au prestige que les hommes semblaient tirer de leur métier, on en reviendrait vite dans la monotonie de la routine quotidienne et l'inutilité manifeste de la plupart des tâches accomplies. Le pouvoir politique et social que les hommes semblaient détenir du fait de leur compétence dans le monde du travail, se révèlerait lui aussi très rapidement une pure illusion puisque seuls ont du pouvoir ceux qui sont en possession des moyens de production, c'est à dire une toute petite minorité de la population et même si cette petite minorité est principalement constitués d'hommes, il ne s'ensuit nullement que si l'on est homme, on est de ce fait en position de pouvoir.

Suivre les féministes et transformer la femme, elle aussi, en esclave salariée ne serait donc pas une véritable libération, car changer de maître, ce n'est pas se libérer. Une véritable libération implique qu'il n'y ait plus de maître, que chaque personne soit indépendante et autonome, qu'elle fasse sa part de travail selon ses capacités et qu'elle prenne ce dont elle a besoin, et ceci de l'enfance jusqu'à la mort, sans aucun besoin de se vendre à qui que ce soit, mari ou employeur, ni pour vivre dans le présent, ni par mesure de précaution pour l'avenir. Si l'on doit lutter pour quelque chose, alors luttons tous, travailleurs et travailleuses, pour bâtir une société où chaque individu, homme, femme, ou enfant, sera véritablement libre.

LE CRIME CONTRE L'HUMANITE: LA GUERRE

Klaus Barbie est en prison à Lyon où il restera sans doute jusqu'à sa mort car il est en fait déjà jugé et condamné. Pourquoi donc un procès? Le gouvernement français a été franc sur ce point; il s'agit d'organiser un procès exemplaire, voire un procès-show, pour montrer aux «jeunes générations» ce qu'étaient le fascisme et la «Résistance». Soit, mais nous sommes plus que persuadés que ce sera plutôt une occasion de plus de répéter la propagande de guerre des «Alliés» contre «L'Axe» dans le conflit impérialiste de 39-45.

Selon cette propagande il s'agissait d'une guerre entre la Démocratie et le Fascisme, voire entre la Civilisation et la Barbarie. En réalité cependant il s'agissait d'un conflit d'intérêts matériels, à propos de débouchés, de sources de matières premières et d'itinéraires commerciaux, entre deux blocs rivaux de puissances impérialistes; le reste n'était que de la littérature.

L'origine économique de la deuxième guerre mondiale a été bien expliqué dans un livre remarquable de Henri Claude, ***De la crise économique à la guerre mondiale****, écrit (avant qu'il ne soit passé au PCF) pendant la guerre et publié en 1945, dont nous publions des extraits ci-dessous (les sous-titres sont les nôtres).*

Si la structure économique capitaliste du monde était responsable de la guerre, c'est au capitalisme, et non pas à la méchanceté de certains hommes, qu'il faut attribuer tous les crimes, toutes les horreurs, toutes les barbaries que cette guerre a entraînés. En fin de compte, le crime contre l'humanité était cette guerre elle-même, et puisque c'était le capitalisme en tant que système mondial qui en était responsable, c'est le capitalisme qu'il faut condamner à disparaître.

Naissance de l'impérialisme «autarcique»

Les loups les plus affamés sont toujours les plus agressifs. Ce sont toujours les impérialismes les plus défavorisés dans le partage des débouchés, ceux, par conséquent, sur qui pesait le plus lourdement le poids des nécessités de l'échange qui vont naturellement s'engager les premiers dans la voie des conquêtes. Moins riches que les autres sous le rapport des richesses antérieurement accumulées, ils seront les premiers à connaître la saturation de leur marché intérieur et, les premiers à chercher dans l'expansion territoriale et la guerre un remède à leurs difficultés internes.

Si la grande crise de l'Echange n'épargna aucune puissance capitaliste, elle ne les frappa cependant pas toutes au même degré. Les pays qui disposaient de l'espace de vente le plus étroit furent évidemment les plus touchés. Ils connurent une situation plus tragique, éprouvèrent des difficultés plus grandes que ceux qui pouvaient disposer à l'intérieur de leurs frontières nationales ou impériales d'une clientèle plus vaste et d'une gamme plus abondante de matières premières. Leur situation, au lieu de s'améliorer dans les années qui suivirent, ne fit, au contraire, qu'empirer parce que les puissances «impériales», obéissant au même réflexe général de défense, s'efforcèrent de faire de leurs empires de vastes chasses gardées interdites aux produits étrangers.

La crise du Profit eu ainsi pour résultat de diviser le monde capitaliste en deux groupes d'Etats: ceux qui possédaient ou contrôlaient or et matières premières et les autres. *The Have* et *The Have not*, comme disaient les Anglais. En 1937, huit nations (Etats-Unis, Angleterre, France, Pays-Bas, Suisse, Belgique, Argentine, Suède) détenaient 92% du stock d'or mondial et, parmi elles, les trois premières: France, Angleterre, Etats-Unis, en possèdaient à elles seules 80%. Ces trois pays avaient, en effet, une encaisse de 16.424.000 kilogrammes d'or fin, alors que les réserves d'or de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon n'atteignaient pas 736.000 kilogrammes.

Cette inégalité des conditions matérielles allait avoir des conséquences considérables sur la structure économique et politique des différents groupes d'Etats. Alors que les pays riches en or conservèrent tant bien que mal leur régime économique et politique, les autres, au contraire, accrurent à un degré inconnu jusqu'alors, les mesures de contrainte économique et politique. Car l'un ne va pas sans l'autre. Pour imposer des mesures de contrainte économique, il faut, évidemment, un pouvoir dictatorial, une soumission complète de la nation à l'Etat qui représente et defend les intérêts supérieurs du capitalisme national et qui prend, en conséquence, toutes les mesures de salut capitaliste pour assurer l'ordre et sauver le Profit. Manquant de matières premières et d'or, les capitalismes les plus pauvres ne pourront se payer le «luxe» d'une démocratie, même de façade. Car ils ne pourront tolérer ni grèves, ni revendications sociales qui risqueraient de faire effondrer l'édifice branlant de leur Economie. Ainsi, la différence des conditions matérielles engendrera-t-elle la différence des régimes économiques et politiques.

Ainsi de nécessité en nécessité, l'Etat allemand en était arrivé à prendre la direction de l'Economie toute entière. Pour sauver le Profit, il lui avait fallu se rendre maître des prix intérieurs, maître de la monnaie, maître des échanges avec l'étranger, maître du crédit. Dans les pays les moins riches en débouchés naturels et en matières premières, le capitalisme prit par la force des choses une forme étatique et autoritaire. L'Allemagne, puis l'Italie et le Japon, tendirent ainsi à constituer des cellules économiques isolées monétairement, financièrement, commercialement, du reste du monde, dans lesquelles le cycle des échanges se faisant en circuit fermé, échappait à l'influence du marché mondial. Le capitalisme, dans ces pays, revêtait un caractère «national» parce qu'il s'opposait au capitalisme «international», c'est-à-dire au capitalisme basé sur la liberté du commerce des monnaies et l'or. Poussés à l'autarcie par leurs nécessités propres, l'Allemagne, l'Italie et le Japon, furent amenés à rompre avec les conceptions capitalistes traditionnelles, en substituant le marché *fermé* au marché *ouvert*, le commerce *bilatéral* au commerce *multilatéral*, les échanges par *compensation* aux échanges *libres*, le capitalisme *étatique* au capitalisme *individualiste*, les monnaies «artificielles» aux monnaies gagées sur l'or.

Formation des blocs antagonistes

L'expansion commerciale germano-nippone et la création de «sphères autarciques» en Europe et en Asie devaient provoquer des réactions inévitables de la part de leurs concurrents.

Nous avons vu en effet qu'à la suite de la crise et du rétrécissement des débouchés extérieurs, un pays capitaliste ne pouvait accroître, sur un marché, le volume de ses exportations qu'en évinçant ses concurrents. L'expansion commerciale du Japon et de l'Allemagne en Asie, en Europe centrale et en Amérique du Sud devait donc nécessairement se faire aux dépens du commerce d'autres puissances.

On constate donc que ce sont les mêmes pays qui faisaient les frais de l'augmentation des exportations germano-nippones. Or, l'Angleterre et les Etas-Unis pouvaient-ils accepter cette régression de leur commerce en Europe, en Asie et en Amérique? Une entente était-elle quand même réalisable entre les deux groupes de pays, sur la base des conquêtes commerciales du Japon et de l'Allemagne? La paix pouvait-elle être maintenue, en dépit de l'expansion économique des pays totalitaires? Certains l'ont cru qui ont admis la possibilité d'un compromis: L'Allemagne, l'Italie et le Japon se seraient contentés des territoires conquis économiquement et politiquement jusqu'en 1939 et les «démocraties» auraient renoncé à reprendre les positions perdues en Europe et en Chine. Ces pacifistes (Emery et sa suite) voyaient, dans la création des blocs économiques allemands et japonais, à côté des empires anglais et français, et d'un bloc américain sous la tutelle yankee, des gages de paix. Bel exemple des illusions du pacifisme idéaliste! Pour croire à la viabilité d'un tel compromis, il fallait n'avoir rien compris aux nécessités du régime capitaliste, rien compris aux conditions particulières des échanges après la crise de 1929, rien compris aux conditions fondamentales de la paix. En réalité, toute entente prolongée était rigoueusement impossible entre les Etats autarciques et les autres grandes puissances. Car les unes ne pouvaient accepter de considérer les conquêtes de

l'Allemagne, de l'Italie et du Japon, comme des conquêtes définitives et les autres ne pouvaient pas davantage arrêter leur expansion aux limites de 1939.

L'impossibilité du régime échangiste à fournir normalement et régulièrement les matières premières essentielles à tous les pays, divisa le monde en deux groupes antagonistes: celui des nations dites «insatisfaites» qui réunissait les impérialismes dernies-nés: Allemagne, Italie et Japon, et celui des nations prétendues «satisfaites», Empire britannique, Empire français et Etats-Unis. Cet antagonisme ne pouvait pas plus que l'antagonisme commercial, recevoir de solution pacifique.

Le premier groupe cherchera à s'emparer, par tous les moyens, des richesses naturelles qu'il ne peut se procurer autrement, et le second résistera, également avec violence, à une dépossession qui l'aurait ruiné. La puissance mondiale de la City de Londres dépendait en effet, du contrôle des matières premières et financières. Y renoncer, c'eût été abdiquer.

Les impérialismes les plus riches étaient donc dans l'incapacité de faire la moindre concession aux impérialismes les moins riches. Le capitalisme ne peut pas davantage résoudre pacifiquement les inégalités entre nations que les inégalités entre les classes sociales. En régime échangiste, tout s'échange, rien ne se donne. Le riche n'est pas libre d'être généreux et l'aumône, quand elle est régulière, s'inscrit dans les prix de revient. Ainsi la guerre était-elle inévitable. Elle l'était d'autant plus que les Etats autarciques, non seulement ne pouvaient plus reculer, mais étaient obligés d'aller encore plus loin dans la voie des conquêtes.

Conflits d'intérêts matériels

La crise économique finit par opposer deux formes de capitalismes antagonistes: le capitalisme libéral et le capitalisme autoritaire. On a vu trop souvent, dans cet antagonisme, un conflit «idéologique» pour que nous ne montrions pas qu'il s'agissait, en réalité uniquement d'un conflit d'intérêts matériels.

Quel contenu réel avait, en effet, ce mot de libéralisme?

Il avait un sens très précis au début de l'ère industrielle, quand l'Angleterre commença à exporter ses produits manufacturés. Comme elle était, à ce moment, la seule nation industrielle, il lui suffisait pour trouver des débouchés à l'extérieur, qu'aucune barrière douanière ne vienne «artificiellement» arrêter aux frontières ses produits dont les prix de revient étaient inférieurs à ceux du reste du monde. Le libéralisme économique signifiait tout crûment, à l'origine: «Le monde aux produits anglais». Le «libéralisme économique» exprimait donc parfaitment les intérêts de l'industrie britannique. Par la suite, si, obligée de lutter contre les industries qui naquirent un peu partout, elle a renonçé en partie à ce «libéralisme», elle ne cessa cependant d'en réclamer l'application par les autres; car le sort de son industrie, de son commerce et de ses banques dépendait, en effet, de la liberté que les autres nations leur accordaient. La richesse de la City restait attachée au libre jeu de l'offre et de la demande, au marché ouvert, au commerce mondial. Tout ce qui limitait la liberté des exportations, des opérations commerciales ou financières de la City, lui portait un préjudice grave. La politique autarcique était ainsi son ennemi le plus redoutable, en interdisant certaines zones à son expansion commerciale et financière et en fixant les prix sans s'occuper des prix «mondiaux».

Les Etats-Unis ressentaient également le même besoin de libéralisme chez les autres. La fabrication, en très grande série, d'objets manufacturés et l'industrialisation très poussée de leur agriculture, leur permettaient de battre, sur le marché mondial, tous leurs concurrents, à condition que ce marché fût libre. Ils considéraient donc toutes les mesures de nationalisme économique prises par les autres nations et, plus particulièrement, les mesures autarciques, comme un obstacle qui les empêchait de vendre à la mesure de leur capacité productrice et de leur bas prix de revient. «La liberté du commerce, dira le président Roosevelt, est essentielle à notre vie économique. Par la victoire des conceptions totalitaires, le système sur lequel repose la société américaine serait compromis» (discours du 28 mai 1941, *Temps* du 29 mai 1941).

L'Angleterre et les Etats-Unis avaient donc momentanément les mêmes intérêts industriels, commerciaux et financiers à combattre l'impérialisme autarcique.

Tous les autres pays, dont la puissance financière s'appuyait sur l'or, se trouvèrent, par la force des choses, du même côté de la barricade. La communauté des intérêts financiers fut le véritable ciment qui lia entre elles les démocraties, et non pas, comme on a voulu le faire croire, l'identité de leurs régimes politiques.

Les déclarations d'hommes d'Etat ou d'économistes sur les «buts de guerre» des Alliés en fournirent, par la suite, une preuve éclatante. Le Premier Ministre britannique, Chamberlain, dans un discours sur la reconstruction économique du monde après la guerre, déclarait, au début des hostilités, que toute liberté devrait être rendue au commerce et que l'autarcie et toutes les méthodes qui en découlaient devaient disparaître de la vieille Europe. Quelques heures après ce discours, M. Cordell Hull (le secrétaire d'Etat) déclarait au nom de l'Amérique, qu'il était absolument d'accord avec M. Chamberlain (*L'Oeuvre* du 2 février 1940). Commentant ce discours, la *Tribune de Lausanne* écrivait: «On peut donc raisonnablement espérer que l'autarcie, qui est par essence un instrument de combat, sera mise au rencart au même titre que les canons, les tanks, les mitrailleuses, quand l'économie de guerre fera place à l'économie de paix» (citation du *Temps* du 4 février 1940). Au même moment, Paul Reynaud déclarait, à la séance de rentrée de la Société d'Economie Politique que le but de guerre final de la France et de la Grande-Bretagne était le retour au libéralisme, notamment au libéralisme économique (le *Temps* du 7 février 1940).

On voit donc clairement la nature des liens qui unirent les démocraties occidentales contre les Etats totalitaires.

Inversement, l'Allemagne, l'Italie et le Japon se trouvèrent dans le même camp parce que ces pays trouvaient, en face d'eux les mêmes obstacles économiques. La création du *Bloc asiatique* et du *Bloc autarcique européen* avaient les mêmes adversaires irréductibles, l'Angleterre et les Etats-Unis.

Le monde capitaliste se trouva ainsi coupé en deux blocs dont les intérêts commerciaux et financiers s'opposaient constamment sur les marchés mondiaux. C'est cette cassure du monde capitaliste, cet antagonisme des formes d'expansion, des méthodes de financement et des conceptions monétaires qui, se superposant à la lutte classique pour les débouchés, distingue la deuxième guerre mondiale de la première.

En 1914 le capitalisme allemand et le capitalisme anglais n'étaient pas seulement de même rang et de même nature; ils portaient aussi le même costume. M. Bethman-Holweg s'habillait comme Lord Grey.

Mais si, en 1938, l'élégance de M. Eden était encore très 1900, l'impérialisme allemand portait une chemise brune et des bottes. Cette différence vestimentaire révélait la rupture provoquée dans l'unité du monde capitaliste par la crise économique de 1929. Si la deuxième guerre mondiale est, comme la première, une conséquence de la nécessité pour le capitalisme, en général, de se trouver des débouchés «extérieurs» et pour chaque impérialisme, en particulier, de s'étendre aux dépens de ses concurrents, cette lutte fondamentale se doublait, cete fois, de conflits secondaires qui donnent à cette guerre un visage et des traits particuliers: lutte de l'or contre le troc, des monnaies gagées contre les monnaies contrôlées, du marché ouvert contre le marché fermé, des échanges bilatéraux contre les échanges multilatéraux, du marché libre contre l'autarcie, du capitalisme financier «international» contre le capitalisme «national», l'antagonisme était partout cette fois, dans le fond comme dans la forme, dans l'expansionisme comme dans les formes d'expansion.

L'essence du conflit était donc économique, rien qu'économique. Elle ne tenait nullement à la différence des institutions politiques, non plus que les alliances à la similitude des régimes.

La révolution à faire

L'abolition du Profit capitaliste comme moteur et comme régulateur de la vie économique est la condition première et indispensable à l'établissement d'une Paix durable dans le monde. Tant que les hommes produiront pour réaliser des bénéfices et non pour satisfaire les besoins de la collectivité; tant que la production sera une entreprise soumise à la loi du Profit; tant que l'échange continuera de régler les rapports économiques et sociaux, tant que l'Economie restera une Economie *échangiste*, une économie

marchande, une economie de *Marché*, il sera vain d'espérer la Paix: la guerre sera à l'état endémique dans le monde comme la fièvre dans les pays de marécages, car elle sera dans la nature des choses.

C'est en effet la nature même du capitalisme qui en est cause: la recherche du Profit est inséparable de la recherche de clients, la recherche des clients à la concurrence, la concurrence à la lutte pour le monopole. La guerre résulte du fonctionnement même du régime capitaliste; car la lutte est l'essence même de ce régime: lutte du patronat et du salariat sur le marché du travail, lutte des capitalistes entre eux sur le marché mondial, le mécanisme du Profit, de par son fonctionnement même, déclenche automatiquement les luttes des classes et les conflits impérialistes. Semblables à une plante vénéneuse, le capitalisme sécrète aujourd'hui la guerre mondiale comme la cigüe sécrète son poison. Avec autant de naturel et d'inconscience. Ainsi, les anathèmes sont-ils vains. Il faut en prendre son parti, comme d'une mauvaise herbe qu'on n'amende pas mais qu'on arrache.

Le chemin de la Paix passe donc par une révolution économique et sociale qui s'attaque aux bases mêmes du régime actuel. Ce n'est pas en changeant de place les poteaux frontières qu'on fera la paix, mais en changeant la structure économique du monde. La Paix sera seulement assurée par un système économique dans lequel les différentes catégories de producteurs travailleront dans le seul but d'assurer la subsistance et le bien-être de la collec tivité; où les produits cesseront d'être des «marchandises» pour devenir de simples objets de consommation, où la production retrouvera sa fonction naturelle qui est de satisfaire les besoins de tous et non de créer du Profit pour quelques-uns. La seule Economie qui soit capable de résoudre les contradictions du monde moderne est une Economie où l'*Echange* sera remplacé par la *Distribution*, le *Profit* par le Besoin social. Cette Economie est une Economie intégralement socialiste.

NOTES POLITIQUES

Le PSU au gouvernement

Huguette Bouchardeau, Secrétaire Nationale du PSU, entre donc au gouvernement avec le strapontin d'un secrétariat d'Etat (à l'environnement). Là elle retrouvera ses anciens camarades du PSU, non seulement Michel Rocard, secrétaire national de 1967 à 1974 (avant de passer au PS) mais aussi Pierre Bérégovoy, Charles Hernu et Alain Savary, également des ex-PSU. Désormais il faudra parler du gouvernement PS/PC/PSU de gestion du capitalisme français.

A première vue, entrer dans un gouvernement dominé par le PS, c'est peut-être incohérent de la part de quelqu'un qui a déclaré dans un tract diffusé pour appuyer sa candidature au premier tour des élections présidentielles de 1981:

> Le socialisme pour nous, doit correspondre à des transformations sociales réelles et non se réduire à une gestion «plus démocratique» de la crise: type de croissance, énergie, politique extérieure, défense, institutions, le PS ne propose que des ajustements ou des maigres changements à la politique giscardienne.

Mais quand on connaît la nature et l'histoire du PSU on comprend mieux pourquoi il a finalement accepté de participer avec le PS à «une gestion 'plus démocratique'(?) de la crise».

Le PSU a été formé en 1960 par des dissidents de l'ancienne SFIO, du PCF, du radicalisme et du trotskysme, et des chrétiens de gauche. Il se voulait «une force socialiste neuve, différente du communisme et de la sociale-démocratie» et se décrivait comme «un parti révolutionnaire» ayant comme but «de libérer les travailleurs de l'exploitation capitaliste». Il se situait, surtout après mai 1968, à gauche du PCF.

En réalité cependant il n'a jamais été plus qu'un petit parti réformiste. Sa confusion sur la nature du socialisme a toujours été totale, comme en témoigne l'attaque lancée contre l'idée d'une société sans argent (c'est-à-dire, contre une caractéristique essentielle de la société socialiste) par Michel Rocard, alors toujours Secrétaire National du PSU, en 1972 dans son livre *Questions à l'Etat socialiste* (en passant, un «Etat socialiste», c'est aussi une contradiction dans les termes). Après avoir écrit que «deux mythes tenaces» ciculaient à propos de la monnaie, Rocard a poursuivi:

> L'un est celui de la disparition de toute monnaie. Elle serait remplacée par des «bons de travail», bons représentatifs du travail accompli et qui permettraient à leurs titulaires d'aller s'approvisionner dans les magasins collectifs (...). L'autre mythe tenace en ce qui concerne la monnaie vise sa disparition totale dans le cadre d'une économie intégralement distributive.

Nous ne défendons pas l'idée de remplacer la monnaie par des «bons de travail», mais nous devons insister sur la nature «intégralement distributive» de la société socialiste. En fait celui qui la nie n'a pas le droit de se réclamer du socialisme. Le socialisme, par sa nature même de société sans propriété, verra la disparition de l'argent, de l'achat et la vente, du salariat et de toute autre catégorie monétaire ou marchande. Ceci, le PSU ne l'a jamais compris.

Son dada a toujours été l'*autogestion* mais puisque le PSU rejette la suppression de l'économie marchande, il ne peut que s'agir d'une réforme de la superstructure administrative du capitalisme, d'une nouvelle façon, moins autoritaire, de gérer l'exploitation de la classe salariée, même d'associer plus étroitement cette classe à sa propre exploitation. C'est là le point de rapprochement entre le PSU et les autres partis du gouvernement de gauche puisqu'ils veulent, eux aussi, «humaniser» le capitalisme, tâche impossible, soit dit en passant, mais ce n'est pas cela qui empêche la tentative.

En entrant au gouvernement le PSU a été quand même plus cohérent que certains autres groupes qui ont aussi appelé à voter pour Mitterrand et le PS et le PC au deuxième tour. Nous pensons, par exemple, à la LCR d'Alain Krivine, qui a déclaré dans un tract en mai 1981 «pas une voix ne doit manquer à Mitterrand», ainsi qu'aux autres trotskystes et maoïstes qui aujourd'hui veulent refuser toute responsabilité pour les actions d'un gouvernement qu'ils avaient aidé à accéder au pouvoir.

Quant à nous, nous avons, nous aussi, adopté une position cohérente mais dans le sens inverse du PSU. N'ayant pas appelé à voter pour Mitterrand ni au premier ni au deuxième tour, nous sommes libres de le critiquer sans avoir à faire face aux reproches que, paraît-il, certains travailleurs font, à juste titre, à ces soi-disant «révolutionnaires»:

> Bien des militants révolutionnaires d'entreprise, qui critiquent le gouvernement avec leurs camarades de travail, entendent déjà la réflexion qui est, un peu, un reproche: *«Oui, mais vous aussi, vous avez fait voter pour Mitterrand»* (Arlette Laguiller, *Lutte Ouvrière*, 19 mars 1983).

Grèves et mensonges

Dans notre dernier numéro nous avons prévu une réaction des travailleurs contre la baisse de leur pouvoir d'achat résultant du blocage des salaires imposé par le gouvernement PS/PC.

En l'occurence c'étaient les OS de l'industrie automobile en région parisienne qui étaient les premiers à bouger. En janvier chez Renault à Flins ils ont fait grève pendant quelques semaines avant d'obtenir une révision de l'accord salarial pour prévoir une augmentation en 1983 de 11% pour les trois quarts des salariés de Renault — au-dessus donc de la norme de 8% que le gouvernement veut appliquer pour 1983.

Cette grève, et par son objectif et par son effet — Renault a perdu quelques 40.000 véhicules — a beaucoup gêné le gouvernement. Autrefois la propagande gouvernementale aurait crié à un «complot communiste» mais étant donné la composition du gouvernement actuel, cette voie ne lui a pas été ouverte. Il fallait donc trouver un autre bouc-émissaire. Ce n'était pas si difficile d'en trouver un puisque 53 pour cent sur 17.000 ouvriers chez Renault à Flins sont des immigrés (en majorité d'Afrique du Nord) et 55 pour cent sur 12.000 à Billancourt.

C'était Gaston Defferre qui le 26 janvier a ouvert le feu en déclarant qu'il y avait un «phénomène particulier» dans l'automobile: «il s'agit d'intégristes, des chiites». Le Premier Ministre lui-même a vite couru épauler son ministre de l'Intérieur. Des travailleurs immigrés, Mauroy a-t-il prétendu, «sont agités par des groupes religieux et politiques qui se déterminent en fonction de critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises».

Ce thème d'un «complot musulman» était repris, après la grève (et après l'expulsion vers l'Italie des gardes du corps de Ben Bella), par Jean Auroux, à l'époque ministre du Travail, qui est allé encore plus loin:

> Un certain nombre de gens sont intéressés à la déstabilisation politique ou sociale de notre pays (...) Certaines forces en France et dans le monde cherchent à nous faire échouer, mais nous sommes vigilants.

Le *Républicain Lorrain* (11 février) en rapportant ces propos a ajouté:

> La crainte sous-jacente du ministre est que des agitateurs intégristes se servent de l'Islam pour manipuler les travailleurs immigrés, déstabiliser l'industrie automobile française et troubler la paix sociale dans le pays.

Cette histoire est complètement invraisemblable! Qui seraient ces méchantes gens qui veulent saborder l'industrie française? Defferre a parlé de «chiites», la secte musulmane dont un des chefs est l'Ayatollah Khomeiny. L'Iran aurait effectivement une raison de vouloir déstabiliser la France puisque le gouvernement français appuie et arme l'Irak dans la guerre du Golfe mais, malheureusement pour Defferre, la secte shiite est inconnue en Afrique du Nord et il n'y a probablement pas un seul shiite qui travaille dans l'automobile française! C'est vrai aussi que les visées expansionnistes du colonel Khadafi se heurtent aux intérêts impérialistes de la France en Afrique (défendus aussi résolument par Mitterrand qu'auparavant par Giscard) mais de là à conclure que c'était des agents libyens qui manipulaient les grévistes de Renault et Citroën...

Bref, cette histoire d'agitateurs musulmans intégristes manipulant des grévistes pour le profit d'une mystérieuse puissance étrangère ne tient pas debout. Il s'agissait là de pure propagande anti-grévistes, d' l'intoxication du public. Les gouvernements du capitalisme ont toujours eu recours à de tels mensonges pour combattre des grèves, et le gouvernement PS/PC, en bon gestionnaire du capitalisme, cherchait tout simplement à déconsidérer les grévistes devant l'opinion publique comme moyen de miner la grève et de la faire échouer.

Ils n'ont pas réussi mais cette action manifestement anti-ouvrière du PS et du PC au gouvernement démontre encore une fois que quand, comme eux, on a accepté la responsabilité de gérer la capitalisme on est obligé de le faire de la seule manière possible — dans l'intérêt du capital, contre l'intérêt de la majorité salariée.

Retour au statu quo

L'entrée en application, à partir du 1er avril, de la retraite à 60 ans a donné lieu, on pouvait s'en douter, à de grandes déclarations. Ainsi Mitterrand lui-même a-t-il déclaré que cette mesure «constitue une grande conquête sociale, espérée depuis la fin du siècle dernier» (*Le Monde*, 10 février).

A part le fait que d'avoir dû attendre si longtemps n'est pas une si bonne publicité pour la tactique réformiste, Mitterrand semble oublier qu'il s'agit en réalité du rétablissement d'une situation qui existait déjà avant la guerre. En effet une loi de 1930 avait fixé l'âge de la retraite à 60 ans.

Comment s'est-il fait donc que ce ne se fût plus le cas? C'est le dernier gouvernement auquel le PC a participé qui a changé la situation. En 1945, un décret a diminué de moitié la pension payable à 60 ans tout en permettant à cette moitié d'être récupérée si on travaillait jusqu'à l'âge de 65 ans. Habile, non, comme moyen de relever l'âge de la retraite par la porte de derrière? Cette ordonnance était signée par Ambroise Croizat, Ministre PC du Travail et de la Sécurité Sociale.

Donc, en restituant la retraite à 60 ans, le gouvernement PS/PC ne fait qu'abroger une régression sociale (pour employer leur langage) dont ils étaient eux-mêmes responsables. De toute façon, nous savons très bien que l'abaissement de l'âge de la retraite appliqué aujourd'hui n'est qu'un moyen d'assainir le marché du travail. Tout comme le relèvement de l'âge de la retraite en 1945 par un ministre PC n'était qu'une réponse à la pénurie de main d'œuvre existant alors et de même, si une telle pénurie se reproduisait, on trouverait un prétexte pour le relever à nouveau.

Malgré les apparences, les réformes sociales sous le capitalisme sont votées dans l'intérêt du capital. Si les travailleurs y gagnent quelque chose, ce n'est qu'accessoirement.

Les naufragés

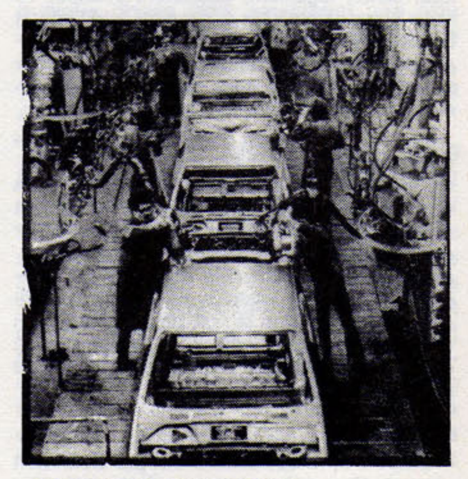
Avant qu'ils ne soient venus au gouvernement les dirigeants du PS croyaient sincèrement qu'ils pouvaient contrôler l'économie pour relancer la croissance et diminuer radicalement le chômage. Mais l'expérience de la gestion du capitalisme leur a appris la cruelle vérité: les gouvernements ne contrôlent pas l'économie capitaliste; la seule chose qu'ils peuvent faire, c'est de réagir aux mouvements imprévisibles de cette économie et donc de naviguer à vue.

Il est assez intéressant de voir comment cette vérité s'est fait jour dans leurs esprits. Au début la confiance régnait mais petit à petit cette confiance a cédé la place à un sentiment d'impuissance devant une situation qui manifestement échappait à leur contrôle:

1er juin 1981: «Nous souhaitons anticiper, mais de façon raisonnable, sur la reprise de l'économie à l'échelle mondiale» (Delors, *Nouvel Observateur*).
27 juin 1981: «Tout est prêt pour la reprise» (Delors à RTL).
28 octobre 1981: «Déjà, le résultat de nos efforts est là: la reprise est nette» (Delors à l'Assemblée Nationale).
29 mars 1982: «La crise économique n'est pas une fatalité» (Mitterrand, à Bruxelles).
13 juin 1982: «La reprise internationale n'est pas au rendez-vous» (Mauroy, annonçant la deuxième dévaluation et le blocage des salaires).
5 septembre 1982: «Un jour viendra où la reprise sera là (...) Nous faisons une politique qui est celle possible dans l'environnement international actuel» (Mauroy à Europe 1).
12 octobre 1982: «Au point où nous en sommes, le chef du gouvernement ne peut faire aucun pronostic en ce qui concerne le calendrier de sortie de la crise (...) Nous avons le devoir de nous préparer à supporter une crise qui durera longtemps» (interview ave *Le Matin*).
17 octobre 1982: «Il ne faut pas rêver, la crise mondiale que nous traversons va s'aggraver» (Rocard, cité dans le *Républicain Lorrain*, 18 octobre).
19 décembre 1982: «Ce n'est pas nous qui sommes les maîtres du monde. Ce monde, il va comme il est, il est en proie à des forces que personne ne maîtrise» (Delors, Club de la presse).
18 février 1983: «Comme le dit la chanson, après la pluie le beau temps» (Mauroy, à St Dié, *Républicain Lorrain*, le 19 février).
21 mars 1983: Troisième dévaluation du franc...

Cette dernière observation, venant de Mauroy, est d'une rare perspicacité! En effet le gouvernement contrôle l'opération de l'économie capitaliste aussi peu qu'il contrôle la météo et effectivement c'est le capitalisme qui fait la pluie et le beau temps. Dans la situation actuelle la seule chose que les gouvernements peuvent faire, c'est attendre que la tempête passe. Devant les forces économiques du capitalisme — les vrais «maîtres du monde» — les gouvernements sont impuissants.

La moralité de tout ceci? Le réformisme — essayer d'avancer vers le socialisme tout en gérant le capitalisme — ne peut réussir. Les lois économiques du capitalisme ne peuvent être changées par une action gouvernementale. Pour pouvoir planifier la production pour satisfaire les besoins humains il faut en finir avec le capitalisme.



LES PARTIS COMPAGNONS
DU SOCIALISME MONDIAL
Bund Demokratischer Sozialisten.
50 Gussriegelstrasse A-100 Wien. Autriche
Socialist Party of Canada / Parti Socialiste du Canada. Box 4280, Station A, Victoria BC, V8X3X8
Socialist Party of Great Britain.
52 Clapham High St., London SW4 7 UN
Socialist Party of New Zealand.
P.o. Box 1929, Auckland, New Zealand
World Socialist Party of Australia
P.O. Box 1440, Melbourne
World Socialist Party of Ireland
147 Gilnakirk Rd, Belfast 5, Irlande du Nord
World Socialist Party of U.S.
97, Spring Street, Watertown Mass. 02172

CORRESPONDANCE

La gratuité des transports (suite)

L'Association «Transport Gratuit des Voyageurs» (33 rue des Vignobles. 75020 Paris) répond à l'article dans notre dernier numéro:

La position des défenseurs d'un «socialisme distributif» (pléonasme) est le résultat, non d'un déclic mais plutôt d'une démarche idéologique qui se confirme et s'affirme au fil des temps. Finalement convaincus de la nécessité d'une révolution sociale et économique, nous militons pour une société libérée des jougs du travail salarié, comme l'impose l'évolution scientifique et technologique alors que nous traversons une période dogmatisée par la civilisation du travail.

N'oublions pas que le travail fut l'activité unique de nos ancêtres, qu'il reste aujourd'hui, même artificiellement, la préoccupation principale de bon nombre d'êtres humains, suivi de près par un loisir, pilier de la société d'assistanat: la télévision. Si bien qu'un fossé se creuse entre le militant qui prône la société sans travail et l'administré passif qui ne peut concevoir une autre échelle de valeurs sans protéger les institutions qui l'asservissent et lancer d'un cri «utopie».

Montrer que la gratuité des transports, au lieu de peser sur le contribuable permettra au contraire d'alléger les dépenses publiques prouve grâce à une démonstration *concrète* que le système de croissance imposé par l'économie de profit est incompatible avec l'Intérêt Général. Notre demande n'est qu'une main tendue vers d'autres activités. Si notre publication reçoit l'audience que nous attendons, nous accélérons l'extension de notre domaine d'activité, déjà amorcée, pour globaliser la lutte (nourriture, santé, logement, éducation, énergie,...). Nous sommes bien sûr conscients que l'Intérêt Général ne se limite pas à la gratuité des transports mais nous devons bien avouer que la créativité humaine dont nous disposons actuellement n'est pas à la mesure de notre ambition.

Quant à l'instauration d'un socialisme mondial par la voie des élections (la voix), elle nous semble contenir une contradiction avec le but à atteindre. Voter pour une idée ne signifie pas nécessairment que l'on est prêt à s'investir pour que cette idée ait une chance d'aboutir. La présence du système électoral prouve que la délégation de pouvoir reste le fondement du dirigisme social et que la volonté populaire, non unifiée, est encore incapable d'imposer avec calme et détermination l'enterrement naturel du pouvoir de l'argent.

Réponse:

D'accord, le socialisme est par définition «distributif» en ce sens qu'il remplacera l'échange des marchandises par la distribution des produits. Ceci vient du fait que les moyens de production appartenant à la société, les produits lui appartiendront également de sorte qu'il ne s'agira plus de vendre ces produits mais simplement de les répartir entre les membres de la société. Avec le socialisme la logique du partage remplacera la logique de l'échange.

L'argument de «l'Intérêt Général» nous semble dangereux parce qu'ambigu. En effet dans la société de classes qu'est le capitalisme il n'existe aucun intérêt général, seulement des intérêts de classe antagonistes; à la limite l'intérêt général serait l'intérêt de la société capitaliste en général par rapport aux intérêts particuliers des capitalistes particuliers. De même «les dépenses publiques» ne sont pas les dépenses du public en général mais les dépenses d'un Etat qui représente précisément l'intérêt général de la minorité capitaliste. Vouloir donc prouver qu'une telle mesure, dans le cadre du capitalisme, servirait l'Intérêt Général équivaut à vouloir prouver que la mesure en question servirait l'intérêt de la classe capitaliste en général.

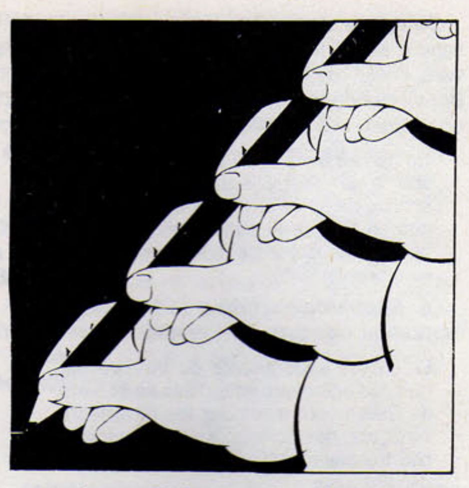
Si par contre on voulait dire par «Intérêt Général» l'intérêt de l'humanité (ce qui serait une interprétation tout aussi, voire plus, légitime), ce serait tout le système capitaliste et non pas simplement les transports payants, qui serait incompatible avec cet intérêt. En ce cas, autant faire campagne pour l'abolition du capitalisme dans son ensemble que de revendiquer en isolation la gratuité des transports.

Qu'on nous comprenne bien. Nous ne disons pas qu'il ne faut pas attirer l'attention sur l'absurdité d'avoir à payer pour voyager. Loin de là, puisque nous le faisons nous-mêmes dans notre propagande anti-capitaliste. Mais il faut faire une distinction nette entre dénoncer les absurdités du système prix-salaires-profits et faire campagne pour une mesure spécifique à réaliser dans le cadre de ce système.

L'Association TGV, du moins d'après la réponse qu'elle nous a envoyée, semble consciente du danger qu'elle court de sombrer dans le réformisme en faisant campagne pour la gratuité des transports en tant que réforme du capitalisme. Pour éviter ce danger elle propose, en cas de succès, d'étendre sa campagne pour la gratuité à d'autres domaines et de revendiquer la gratuité des denrées alimentaires, des soins médicaux, du logement, de l'électricité, du gaz, etc... Ce qui dans un sens n'est que logique puisqu'il est tout aussi absurde d'avoir à payer pour ces choses que d'avoir à payer pour voyager. Mais la gratuité généralisée est autre chose que la gratuité d'un tel ou tel service au milieu d'une société marchande. Elle ne peut se réaliser dans le cadre du capitalisme puisque la capitalisme est basé sur la restriction de la consommation de la majorité par le biais du système du salariat.

Pour réaliser la gratuité généralisée il faut abolir le capitalisme et pour abolir le capitalisme il faut une action politique de la part d'une majorité de socialistes conscients et convaincus pour convertir les moyens de production et de distribution en propriété commune de la société toute entière. Aider cette majorité à se constituer, à s'organiser, c'est, à notre avis, la chose la plus utile que ceux qui veulent une société sans argent puisse faire pour avancer leur case. Toute autre activité politique risque d'encourager des illusions réformistes et donc de prolonger la vie de la société capitaliste que nous voulons abattre.

Oui, nous estimons que la majorité socialiste, une fois constituée, pourra utiliser la voie des élections pour réaliser le socialisme. S'il est vrai que «voter pour une idée ne signifie pas nécesairement que l'on est prêt à s'investir pour que cette idée ait une chance d'aboutir», de même ceux qui sont prêts à s'investir pour que le socialisme, société sans argent, se réalise peuvent voter pour lui sans être en contradiction avec leur but.



Le système électoral n'est qu'un instrument neutre, une technique. Aujourd'hui, gardée ignorante par les médias capitalistes, la majorité des travailleurs ne vote que pour des dirigeants, des chefs, des leaders qui tous soutiennent le système actuel sous une forme ou sous une autre. Mais ce n'est pas le système électoral qui est en faute ici; c'est l'utilisation qu'on en fait ou qu'on en fait faire. Demain par contre, les travailleurs, devenus socialistes, seront capables «d'imposer avec calme et détermination l'enterrement naturel» du capitalisme par voie électorale. Les gens pour lesquels il voteront ne seront que des délégués impérativement mandatés, de simples messagers de la «volonté populaire» pour le socialisme, et pas du tout des politiciens irresponsables comme aujourd'hui.

Un dernier mot. Nous ne voulons pas entrer dans une discussion sur les mots mais il nous semble que parler de «société sans travail» peut prêter à malentendu. Si par travail on veut dire «travail dur et imposé», d'accord, mais le travail au sens large de l'exercice des facultés manuelles et intellectuelles des êtres humains continuera à exister dans le socialisme. Ce travail sera sans doute créatif, agréable et librement choisi — le but de la société socialiste étant de servir dans ce domaine comme ailleurs les besoins humains — mais il restera un travail quand même. Si l'on veut utiliser un autre mot, *créativité* par exemple, pour décrire la dépense des énergies humaines dans le socialisme, aucune objection, mais il ne faut pas donner l'impression que le socialisme serait une société où l'on resterait au lit toute la journée!

Marx, Lénine, l'OLP

1. - Votre définition du socialisme me paraît en contradiction avec les principes de base du Socialisme Scientifique tels qu'ils ont été décrits et analysés par Karl Marx, Engels et par la suite Lénine. Le Socialisme Scientifique est unique et il ne peut exister par conséquent d'autres formes de socialisme. Le Socialisme Scientifique, c'est l'idéologie de la classe prolétaire, c'est un instrument d'analyse de la réalité en vue de mieux la saisir, de la comprendre afin d'instaurer une société juste et équitable où l'exploitation de l'homme par l'homme n'existera pas; en un

mot, la société socialiste en tant que transition vers le communisme où l'Etat, les classes et toutes les catégories marchandes disparaîtront...

En outre, dans la mesure où vous niez le rôle révolutionnaire de la classe prolétaire et de son parti d'avant-garde, je ne comprends pas de quel socialisme vous vous prétendez! Je ne rentrerai pas dans les détails mais ce qui m'a le plus choqué, c'est votre bulletin N° 22 dans lequel vous dites que le «léninisme n'est qu'une idéologie capitaliste, luttant pour remplacer le capitalisme privé, par le capitalisme d'Etat»! Je pense que c'est une critique qui n'a aucun fondement et pas un seul socialiste au vrai sens du terme n'avancera une telle affirmation gratuite. J'ajouterais que même le PS français et en général la Social-Démocratie d'Europe dont l'idéologie est connue de tout le monde n'oseront avancer de telles abberrations.

2. - Le second point que j'aimerais débattre avec vous, c'est la question palestinienne. D'après ce que j'ai lu dans votre bulletin N° 21 il me semble que vous ignorez totalement la question ou le problème palestinien. Je pense que c'est une erreur mortelle et impardonnable de dire «que les palestiniens risquent fort de déchanter s'ils suivent les *sionistes de l'OLP*». Etes-vous conscients de ce que vous dites? Les palestiniens dirigés par l'OLP, représentant unique et légitime du peuple palestinien, luttent pour un Etat démocratique où juifs, chrétiens et musulmans coexisteraient, bref pour ces Terriens de cette partie du globe pour ne pas entrer dans ces considérations religieuses.

Ce mouvement (l'OLP) croit que la bataille pour la libération de la Palestine influencera la destinée de la totalité de la Nation Arabe. Si le fait de l'appeler «lutte pour la Palestine» a créé l'illusion qu'il s'agit uniquement du sol palestinien, la vérité, même admise par l'ennemi, est que la lutte est dirigée contre l'invasion sioniste et contre l'impérialisme américain et ses acolytes, touchant plusieurs pays arabes. Les arabes de Palestine sont déterminés à rester à l'avant-garde de la lutte armée qui inévitablement évoluera en guerre de libération et finalement en révolution totale.

Je m'arrêterai ici car j'estime que la question palestinienne a fait couler beaucoup d'encre et qu'en fin de compte chacun a ses principes mais en tant que progressiste appartenant à un pays dit du Tiers-Monde, subissant directement ou indirectement la lutte que mène le peuple palestinien sous la direction de l'OLP, je suis diamétralement opposé à votre façon de voir et d'analyser la question palestinienne. La participation des masses arabes à la lutte palestinienne armée est un devoir révolutionnaire national. La cause de la libération est le devoir de tous les révolutionnaires.

M.A.K.
Rabat
Maroc.

Réponse:

1. - Nous sommes d'accord qu'il n'y a qu'une seule définition du socialisme, à savoir: «un système de société où la communauté tout entière possèdera et administrera démocratiquement, dans son propre intérêt, les moyens et instruments de production et de distribution des richesses». L'idée d'une telle société sans propriété où l'exploitation de l'homme par l'homme n'existerait plus n'était pas l'invention de Marx et Engels mais a toujours existé parmi les classes exploitées et parmi les membres dissidents des classes dominantes depuis que le communisme qui était l'état primitif de l'humanité a cédé la place à des sociétés de classes.

Ce que Marx et Engels ont apporté à l'idée socialiste était la compréhension que l'industrialisation de la production avait créé, et la possibilité d'une société sans classes sociales où les besoins matériels des gens pouvaient être pleinement satisfaits, et le groupe de gens qui serait poussé par sa condition matérielle à vouloir réaliser une telle société (la classe dépossédée des travailleurs salariés). Dans la mesure où nous acceptons cette contribution à la théorie socialiste nous sommes «marxistes».

Par contre nous nions que Lénine a apporté quoi que ce soit de valable à la théorie socialiste. Au contraire il a déformé la pensée de Marx. D'abord, c'est lui qui a inventé la distinction, que M.A.K. reprend mais qui n'existait pas chez Marx et Engels, entre «la société socialiste» et «la société communiste». Pour Marx et Engels les termes *socialiste* et *communiste* étaient des synonymes et donc interchangeables; pour eux «l'Etat, les classes et toutes les catégories marchandes disparaîtront» *tous dès l'abolition du capitalisme*. Lénine a inventé cete fausse distinction pour pouvoir décrire le régime que son parti bolchévique allait instaurer en Russie après 1917 comme «socialiste» malgré le fait que l'Etat, etc continuait à exister.

L'autre grande déformation de Lénine par rapport à la théorie de Marx était la théorie du parti d'avant-garde. En effet, tandis que Marx prônait l'auto-émancipation de la classe travailleuse par une action politique, consciente et démocratique, Lénine proclamait que les travailleurs, seuls, étaient incapables de réaliser la société socialiste, et même de se battre efficacement pour leurs propres intérêts au sein de la société capitaliste, sans être dirigés par un soi-disant «parti d'avant-garde».

Nous récusons absolument cette théorie de Lénine tout en acceptant bien entendu «le rôle révolutionnaire de la classe prolétaire» (c'est-à-dire que la tâche d'établir le socialisme incombe à la majorité salariée). Dans la pratique elle a été l'idéologie des groupes qui voulaient écarter la bourgeoisie privée pour prendre sa place comme classe dirigeante. Comme en Russie par exemple où, après 1917, une nouvelle classe dirigeante s'est développée, sur la base d'un capitalisme d'Etat, des rangs du parti bolchévique de Lénine (voir notre brochure *Comment le capitalisme d'Etat est arrivé en Russie*).

2. - Quant à l'OLP, si nous l'avons décrite comme des «sionistes» (M.A.K. oublie les guillemets!) c'était en ce sens que, eux, comme les sionistes juifs d'avant la dernière guerre mondiale, prêchent l'établissement d'une «patrie» comme solution aux problèmes sociaux d'un groupe dispersé dans plusieurs pays. Evidemment nous ne voulions pas dire qu'elle appuyait les objectifs du sionisme (sans guillemets)!

Pour répondre complètement à tous les mythes que M.A.K. accepte — «la Nation Arabe», «lutte contre l'impérialisme américain», «guerre de libération» — nous aurions besoin de toute une brochure, mais nous allons essayer d'y répondre brièvement.

L'«impérialisme américain» existe et il est même l'impérialisme le plus puissant au monde, mais il n'est pas le seul impérialisme. Il y a aussi l'impérialisme russe, l'impérialisme britannique, l'impérialisme français, l'impérialisme chinois; en fait tout Etat, même ceux du soi-disant Tiers Monde, est potentiellement expansionniste et impérialiste. Prendre position donc seulement contre l'impérialisme américain est forcément prendre position pour son rival principal: l'impérialisme russe en l'occurence.

C'est précisément parce que l'OLP a pris cette position qu'elle a l'appui du gouvernement russe (et de tous ceux qui trouve que le système capitaliste d'Etat en Russie est «progressiste»). L'OLP a sans doute été amenée à prendre cette position parce que l'Etat actuellement établi sur le sol qu'elle réclame pour bâtir son propre Etat — Israël — est effectivement un «acolyte», même si un peu indiscipliné ces derniers jours, de l'impérialisme américain.

Au fond le conflit Israël/OLP est un aspect de la lutte pour l'hégémonie mondiale entre l'impérialisme américain et l'impérialisme russe. En Palestine ce sont ces deux puissances qui luttent par alliés, pour ne pas dire marionettes, interposés pour le contrôle d'une région stratégique du monde. C'est pourquoi nous, en tant que socialistes-internationalistes, nous ne pouvons pas encourager des travailleurs d'aller tuer et se faire tuer dans la «lutte armée» là-bas.

De plus, nous savons trop bien par l'expérience d'autres «luttes armées» dites de «libération nationale» que même en cas de victoire de l'OLP, ce ne seraient pas les travailleurs palestiniens qui y gagneraient quelque chose mais seulement une élite qui se transformerait en nouvelle classe dirigeante, privilégiée et exploiteuse, comme cela s'est produit par exemple en Algérie.

Est-ce que l'OLP lutte vraiment pour «un Etat démocratique où juifs, chrétiens et musulmans coexisteraient»? Pour être tout à fait honnête nous avons des doutes sérieux à ce sujet et il nous semble qu'elle lutte plutôt pour un Etat à parti unique comme il en existe actuellement en Syrie et en Iraq. Mais même si l'OLP luttait vraiment pour un Etat démocratique cela ne changerait en rien notre position. Car même un Etat démocratique n'est démocratique que dans un sens très limité (une certaine liberté d'expression, élection de certains détenteurs de postes politiques) et reste un Etat, c'est-à-dire un instrument au service d'une minorité dominante — comme le montre par exemple le cas d'Israël!

J. Pierre Orliange (Burgeat, France): nous répondrons à vos réflexions sur notre brochure *Pour le socialisme mondial* dans notre prochain numéro.

La base du capitaisme

«Dix pour cent des ménages belges, les plus riches, concentrent dans leurs mains la moitié du patrimoine national. Un pour cent des ménages détient un quart de la fortune totale. A l'autre extrémité, 50% des ménages les moins riches ne possèdent, eux, qu'un dixième de l'avoir national» (**Le Soir**, 21 mars 1983).

Bulletin de vote original

Trouvé dans une urne lors des récentes élections municipales.

«Mon cher et vieux pays, nous voici donc» (les moutons du troupeau qui élisons nos bergers dans la classe politique, nos bergers, nos tondeurs et les buveurs de notre lait) «encore une fois ensemble, face-à-face à nouveau»!

Cocus par les politiciens de tout bord, nous, les brebis naïves qui sommes issues de ce même troupeau qu'on trait, qu'on tond et qu'on bidoche, après-demain comme avant-hier, nous qui ne pouvons que penser de manière stérile jusqu'aux temps où nous aurons cessé de déléguer notre propre pouvoir sur nous-mêmes à nos élus qui ne sont candidats que pour le monopoliser à nos dépens, nous n'avons qu'un seul vrai besoin politique profond: l'abolition totale, mondiale et définitive de cette délégation à des élites bergères qui ménagent les loups.

Même si parmi les candidats de ce 6 mars 1983, il y en a de plus sincères, de plus honnêtes, de plus naïfs que d'autres, nous sommes envers nous-mêmes bien criminels de nous choisir des bergers qui nous tondront, traiteront en viande.

Plutôt que de m'abstenir dans le silence du désespéré qui ne dit rien à son massacreur, voici pour vous un avis de votant!

Lorsque mon suffrage est tombé dans l'urne et qu'on a prononcé «a voté», je n'ai pu m'empêcher d'entendre: «a bêlé»!

Membre du «peuple souverain» et de sa couche la plus dense: celle qui prostitue son temps et son énergie humaine, ou descend dans la misère sinon, je me suis dit que m'abstenir en silence ne vous informe pas.

Vous savez bien, vous qui aspirez à gérer la vie du troupeau humain de notre ville pour les six années à venir, qu'il «a bêlé», moi, un mouton d'électeur parisien, abstentionniste ou pas!

L'information consiste à vous faire savoir que nous, les «abstentionnistes» savons que vous nous autorisez à choisir, une fois pour six ans, ceux qui nous mèneront à la houlette.

Au moins, sachez traduire nos bêlements, nos «nuls», nos bulletins blancs, nos abstentions ou nos silences... aussi bien que vous faites bien traduire le «a bêlé» en «a voté»!

BULLETIN D'ABONNEMENT
(à renvoyer à: BP 26, 6700 Arlon, Belgique)

Nom ....

Adresse ....

....

....

Abonnement à 4 numéros: 20 FF, 140 FB
Versements au CCP 238128M de A. Buick à Nancy.

L'armée à l'école!

Le 23 septembre 1982, le ministre de l'Education Nationale, Alain Savary, et le ministre de la Défense, Charles Hernu, ont signé à Toulon, un protocole d'accord qui expose les objectifs que s'assignent leur ministères.

Le discours prononcé par Savary lors de la présentation de ce protocole d'accord cerne, sans détours, ce qui est présenté comme une collaboration entre Education et Armée. Après avoir indiqué que «l'ouverture de l'école, c'est aussi l'ouverture sur les problèmes et les réalités de la défense, Savary pose le problème de «la place, dans le temps privilégié qu'est le service national, des enseignants et du personnel de l'Education Nationale au sein de la mission de défense».

L'introduction du protocole d'accord situe clairement l'objectif attribué à l'Education Nationale dont la mission serait «d'assurer sous la conduite des maîtres et des professeurs une éducation globale visant à former des futurs citoyens responsables, prêts à contribuer au développement et au rayonnement de leur pays». Et, dans ce cadre-là est inclus «l'esprit de défense» présenté comme une «attitude civique qui n'est pas limitée aux activités militaires». Ainsi, on retrouve l'idée chère à Hernu qui indiquait dans *Le Monde* du 11 juillet 1981:

> Il faut arriver à l'armée préparés, et préparés par l'école, le lycée et l'université. Il faut une symbiose avec l'éducation nationale.

C'est ce que précise le protocole d'accord qui prévoit, entre autres, «l'établissement de relations régulières» entre l'armée et l'école, y compris par un «contrat direct dans les unités, avec les militaires du contingent ou d'active»... des «actions permettant aux élèves, dans le cadre des activités éducatives, d'obtenir une formation directe dans les unités, sur la vie des armées, ou d'entrer en contact avec des militaires», d'améliorer l'information des jeunes gens et des jeunes filles sur les nécessités de la défense et la finalité du service national.»

Même si le texte mentionne que le développement des rencontres au niveau local se fera sur la base du volontariat (pour l'instant!), il n'empêche que le contenu du protocole d'accord est une tentative ouverte de pénétration de l'armée dans les établissements scolaires afin de les transformer progressivement en antichambres des casernes.

Enfin, pour parfaire le conditionnement des enfants et des élèves, une commission mixte, composée de représentants du Ministère de la défense et du Ministère de l'Education Nationale, a été constituée «afin que l'on cesse de voir dans certains manuels scolaires, des passages scandaleusement antimilitaristes» (Charles Hernu).

Ainsi est marquée la volonté de transformer l'école en un puissant instrument de bourrage de crâne au service de l'appareil militaire. C'est d'ailleurs ce que recherhent tous les Etats parce que cela entre dans le cadre de leurs préparatifs de guerre.



Notre brochure *Pour le socialisme Mondial* (publiée en mars 81) analyse bien ce phénomène:

> La population civile est également engagée dans les préparatifs de guerre (...) car le consentement des civils à s'engager pour combattre et soutenir la politique de guerre permet à un gouvernement de se sentir en position de force dans ses confrontations avec d'autres Etats. C'est pour quoi les gouvernements ne peuvent se permettre de laisser les idées pacifistes et antimilitaristes se répandre parmi leurs citoyens. Il est nécessaire d'insuffler à la population le patriotisme et la volonté de mourir, si besoin était, pour «leur patrie». Ce processus commence très tôt dans la vie, dès l'école.

Il convient donc, aujourd'hui, de dénoncer les objectifs définis par le protocole d'accord Hernu-Savary. Cependant, il faut être conscient que le refus de l'embrigadement de la jeunesse dès l'école n'a qu'une portée limitée même s'il s'inscrit dans une démarche socialiste de refus de servir de chair à canon. Lutter pour un véritable monde de paix, c'est lutter pour l'abolition du captalisme qui est la cause des guerres, c'est lutter pour le socialisme mondial, c'est à dire un monde sans classes, sans salariat, sans frontières, sans armées, sans Etats.

with the impression that, like so many people who regard themselves as revolutionaries, she



SOCIALISME MONDIAL N°2, 1983

SOMMAIRE